**Département de la Sarthe
Canton de Loué**

Commune de Mézières-sous-Lavardin

Procès-verbal

**Conseil Municipal
20 octobre 2022**

Convocation :
14 octobre 2022

Publiée le :
14 octobre 2022

Conseillers :
- en exercice : 14
- *quorum* : 8
- présents : 10
- votants : 13

L'an deux-mille-vingt-deux, le vingt octobre à 20 heures et 15 minutes, le Conseil municipal s'est réuni :

- légalement convoqué par M. Killian Trucas, maire,
- à la mairie,
- sous la présidence de M. Killian Trucas.

Présents :

M. Killian Trucas	Mme Anaïs Rousseau	Mme Martine Faroy-Fontenas
M. Guénolé Legagneux	M. Cédric Dufourd	M. Dimitri Bessière
M. Jérôme Renou	M. Anthony Bolival	Mme Élisabeth Giordano
Mme Marie-Line Le Pallec		

Absents excusés :

Mme Claire Pasquier, donne pouvoir à Mme Martine Faroy-Fontenas
Mme Laurence Dunand, donne pouvoir à M. Killian Trucas
Mme Lucie Pousset, donne pouvoir à Mme Anaïs Rousseau
Mme Linda Goisbault

Secrétaire de séance : Mme Élisabeth Giordano

Ordre du jour :

1. Détermination des taux de promotion, avancements de grade
2. Modification d'emploi
3. Admission en non-valeur, budget assainissement
4. Choix de prestataire – vitraux de l'église
5. Choix de prestataire – pignon de l'école
6. Choix de prestataire – toiture de l'école
7. Choix de prestataire – accès du cimetière
8. Questions diverses

Approbation du PV de la séance précédente :

- Le procès-verbal du conseil municipal du 22 septembre 2022 est arrêté à l'unanimité.

Désignation d'un secrétaire : Mme Élisabeth Giordano

1. Détermination des taux de promotion, avancements de grade

Conformément au 2^e alinéa de l'article 49 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents « promouvables » (remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré), le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

La loi ne prévoit pas de ratio plancher ou plafond (entre 0 et 100%).

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade, à l'exception des grades relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Vu l'avis du Comité Technique en date du 20 septembre 2022, il est proposé de fixer pour l'année 2022 le taux suivant pour la procédure d'avancement de grade dans la collectivité :

Grade d'origine :	Grade d'avancement :	Ratio « promus – promouvables » :
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	100 %

Après en avoir délibéré le conseil municipal, à l'unanimité :

- Valide le taux proposé ;
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

2. Modification d'emploi

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant. Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Pour tenir compte des missions assurées par l'emploi d'agent technique polyvalent, il est proposé d'ouvrir cet emploi au grade d'adjoint technique principal de 2^e classe.

Après en avoir délibéré le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide l'ouverture, à compter du 1^{er} novembre 2022, de l'emploi permanent à temps complet d'agent technique polyvalent au grade d'adjoint technique principal de 2^e classe ;
- Précise que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice ;
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier ;
- Adopte le tableau des emplois et des effectifs suivant, à compter du 1^{er} novembre 2022 :

Catégorie	Cadre d'emploi	Grade	Nombre d'emplois <i>Heures hebdomadaires</i>	Emplois	Occupation
B	Rédacteur territorial	Rédacteur	1 poste de 35 heures	Secrétaire de mairie	Un titulaire
C	Adjoint technique territorial	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	1 poste de 35 heures	Agent technique polyvalent	Un titulaire
		Adjoint technique			
		Adjoint technique	1 poste de 12 heures	Agent d'entretien	Un contractuel

3. Admission en non-valeur, budget assainissement

- Conformément au principe de séparation entre l'ordonnateur et le comptable public, le comptable de la commune est chargé, sous sa responsabilité, de l'exécution des recettes communales, de poursuivre la rentrée des revenus de la commune et de toutes les sommes qui lui sont dues.

Le comptable dispose de moyens amiables et contentieux à l'encontre des tiers débiteurs de la commune.

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la Collectivité l'admission en non-valeur des sommes non recouvrées.

Cette procédure correspond à un apurement comptable se traduisant, en l'occurrence, par une charge au compte 6541 du budget assainissement.

L'admission en non-valeur peut procéder de créances irrécouvrables ou de créances éteintes :

- L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables (pour insolvabilité, départ sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritier, montant inférieur au seuil de recouvrement) ne décharge pas le comptable public de son devoir de poursuivre le recouvrement.
 - La créance éteinte faisant suite à une décision juridique s'impose à la collectivité et s'oppose à toute action en recouvrement par le comptable public.
- Un *état des présentations et admissions en non-valeur* a été dressé par le comptable public au 19 septembre 2022, et transmis le 26 septembre.

Après en avoir délibéré le conseil municipal, à l'unanimité :

- Décide d'admettre en non-valeur au titre des produits irrécouvrables la somme de 168,80 €, à imputer au compte 6541 du budget assainissement, correspondant au détail suivant :

Exercice	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Montant restant à recouvrer
2019	T-58	70611--	79,00 €
2019	T-58	706121--	5,40 €
2020	T-225	70611--	79,00 €
2020	T-225	706121--	5,40 €

- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

4. Choix de prestataire – vitraux de l'église

Le prestataire « ATELIER DE VITRAIL Lvi » a transmis un devis sur lequel a pu s'appuyer l'assurance, pour calculer le montant de prise en charge suite aux dégâts occasionnés par la grêle.

Considérant la spécialisation de l'entreprise dans le domaine de la restauration de vitraux anciens,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Retient le prestataire suivant pour la réparation/restauration des vitraux de l'église : ATELIER DE VITRAIL Lvi ;
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

D. Bessière et E. Giordano ne participent pas au débat ni au vote.

Pour information complémentaire : l'aide financière du département a été sollicité via le « *programme départemental de sauvegarde des édifices culturels* ». À priori les travaux pourront être validés par l'architecte du CAUE, étape obligatoire préalable au dépôt d'un dossier de demande.

Une sollicitation de la Fondation du patrimoine est également évoquée.

5. Choix de prestataire – pignon de l'école

Le prestataire « EURL ALEXANDRE PATRY » a transmis un devis le 5 septembre 2022, sur lequel s'appuie la demande d'aide auprès des services de l'État. Il propose une reprise de la maçonnerie, en moellons (chaux, sable).

Le prestataire « Girard Rénov », en charge de la réfection des enduits, a transmis un devis le 6 octobre 2022. Il propose la réalisation d'une fondation en béton armé et un montage en bloc à bancher. Une variante avec parement pierre serait envisageable mais toujours sur fondation en béton.

Considérant la structure du bâtiment, son aspect patrimonial, et l'avis de l'architecte du CAUE sur la méthode de reconstruction,

Considérant les propositions tarifaires,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Retient le prestataire suivant pour la reprise/reconstruction du pignon du bâtiment scolaire (dit « 3^e classe ») : EURL ALEXANDRE PATRY ;
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Pour information complémentaire : l'aide financière du département a été sollicité via le « *programme départemental de sauvegarde du patrimoine rural non protégé* ». Il s'avère que ces travaux ne sont pas éligibles car le caractère traditionnel de la construction n'est pas respecté (enduit pierres vues déjà réalisé sur l'autre bâtiment, menuiseries en PVC). L'architecte du CAUE peut néanmoins apporter conseil aux entrepreneurs pour la réalisation des enduits sur le bâtiment « 3^e classe ».

6. Choix de prestataire – toiture de l'école

Le prestataire « SAS Tellier Suteau » a transmis un devis sur lequel a pu s'appuyer l'assurance, pour calculer le montant de prise en charge suite aux dégâts occasionnés par la grêle.

Considérant la prestation proposée et les conditions tarifaires,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Retient le prestataire suivant pour la réparation/réfection de la couverture du bâtiment scolaire : SAS Tellier Suteau ;
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

7. Choix de prestataire – accès du cimetière

Le prestataire « SARL Thomas Vélot Terrassement » a transmis un devis daté du 9 août 2022, sur lequel s'appuie la demande d'aide auprès des services de l'État.

Considérant la prestation proposée et les conditions tarifaires,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à l'unanimité :

- Retient le prestataire suivant pour la réfection/réalisation en enrobé de l'allée centrale du cimetière : SARL Thomas Vélot Terrassement ;
- Autorise le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

8. Questions diverses

- **PLUI** : lors du second rendez-vous avec GéoStudio, le 4 octobre, le bureau d'étude a présenté les terrains ne pouvant pas être identifiés comme constructibles, en raison des risques et contraintes auxquels ils sont soumis (principalement zones humides). Ces conclusions seront transmises à la 4CPS pour la suite de la démarche. La surface des zones d'extension dépendra de celle des zones à densifier qui ont été identifiées, en y appliquant un taux de rétention (probabilité que les propriétaires construisent dessus). L'identification des zones d'extension éventuelles se fera directement avec la chargée de l'urbanisme de la 4CPS.
- **Café multiservices** : la rencontre avec une 3^e candidature, celle d'un couple, a débouché sur un avis favorable des élus et à leur recrutement par 1000 cafés. Ces derniers étant déjà exploitants d'un café/restaurant à Gesvres, l'ouverture à Mézières est envisagée en janvier 2023 (fin d'exploitation à Gesvres, prise de possession des lieux à Mézières, organisation d'une réunion publique, apurement de la gérance précédente, etc.). Ils seront par ailleurs locataires du logement communal, impasse de la mairie.
- **Maison des associations** : l'aide financière du département pourrait être sollicité via le « *programme départemental de sauvegarde du patrimoine rural non protégé* ». Des prescriptions, relatives au respect du caractère patrimonial du bâtiment, seraient alors à intégrer dans le projet. Un rendez-vous est déjà fixé le 9 novembre à 14h en présence de M. Gendry, l'architecte en charge du dossier, et Mme Froidevaux, l'architecte du CAUE.
- **ASCPR** (association sarthoise pour les chemins de petites randonnées) : nous informe de la fin de leur activité, faute de bénévoles. Le sentier de 11/15 km de Mézières ne sera donc plus entretenu et balisé par leurs soins. Le comité des fêtes a déjà effectué une 1^{re} opération de débroussaillage en juillet dernier. Il apparaît nécessaire de mobiliser des bénévoles et pérenniser ces actions pour conserver ces sentiers.
- **Hangar communal** : lors d'un précédent conseil, il a été évoqué la possibilité de mettre en place un récupérateur d'eaux de pluies. Après une première prospection, la mise en place d'une cuve aérienne pourrait s'avérer aussi pertinente qu'une réserve enterrée. Un nouveau devis de terrassement va être sollicité dans ce sens.

Date prochain conseil (à priori) : le 1^{er} décembre 2022 à 20h.

Fin du conseil à 22h00.

Le maire, M. Killian Trucas

Le secrétaire de séance, Mme Élisabeth Giordano